

La linguistique de terrain en Guyane

En Guyane, les recherches sur les pratiques langagières et les contacts de langues conduisent aujourd'hui à réévaluer le patrimoine linguistique de ce territoire, et à repenser les pratiques pédagogiques.

FRANÇOISE GREHAND

Anthropologue, directeur de recherche au CNRS, directrice de l'Observatoire Hommes / Milieux Oyapock, en Guyane

1. Frédéric Piantoni, « Remises et circuits commerciaux des immigrés en Guyane : une mondialisation par le bas ? », communication au séminaire ANR

Dynamiques des circulations migratoires et des mobilités transfrontalières entre Guyane française, Brésil, Guyana, Haïti, Surinam, Paris, Ceped, 2010.

2. Isabelle Légise et Bettina Migge dir., *Pratiques et représentations linguistiques en Guyane : regards croisés*, Paris, IRD Éditions, 2007.

3. Odile Renault-Lescure et Laurence Goury dir., *Langues de Guyane*, La Roque d'Anthéron-Marseille, Vents d'Ailleurs et IRD Éditions, 2009.



Malgré un mal-développement chronique et une activité économique exsangue, la Guyane est un morceau de France. Ce grand département ultramarin (pas loin du 1/6 de la métropole) possède une population bigarrée, caractérisée par une croissance naturelle galopante (3,8 enfants par femme contre 2 pour la France entière en 2006), le taux d'immigration le plus élevé de France, en accroissement constant (37 % de la population régionale en 2009 contre 27 % en 1999)¹ et des migrations intérieures significatives.

Combien de langues sont présentes en Guyane ? De la langue du Brésil parlée par les orpailleurs des placers clandestins (le menu des cantines est écrit en portugais) au russe des ingénieurs du lanceur Soyouz sur la base spatiale française de Kourou (tout, dans le prestigieux hôtel du Fleuve, à Sinnamary, est rédigé en cyrillique), peut-être une quarantaine. Peut-être davantage.

Bien peu font l'objet d'études fondamentales, car sont d'abord concernées les langues des communautés autochtones, amérindiennes et créoles, encore loin de pouvoir chacune s'enorgueillir d'une grammaire et d'un dictionnaire dignes de ce nom. Pour ce qui est de la constitution de leur corpus littéraire, on en est encore aux débuts, même si des avancées peuvent être notées, en version bilingue, voire même en français.

Par contre, s'il est un domaine qui s'est considérablement enrichi ces dernières années, grâce à la ténacité de quelques linguistes, c'est celui des études sur les contacts de langues, les pratiques langagières, les variations et les changements linguistiques. Leurs travaux prennent appui sur ceux menés par les géographes sur les migrations, et les enrichissent avec bonheur. C'est ainsi que l'on constate que, hormis la majorité des métropolitains (je ne compte pas leur anglais scolaire), bien peu nombreuses sont, en Guyane, les personnes monolingues. On a souvent du mal à prendre conscience qu'un Teko de Camopi par exemple, peut parler sept langues : sa langue maternelle et familiale, le teko ; le wayãpi parlé tout autour de lui et parfois même dans sa famille ; le français qu'il côtoie journalièrement ; le wayana, l'aluku et le sranan tongo lorsqu'il se rend sur les deux rives, française et surinamienne, du fleuve Maroni ; et le créole oyapockois lorsqu'il fait ses courses à Saint-Georges de l'Oyapock. Il peut même se faire comprendre en portugais régional lorsqu'il achète

l'essence pour son moteur hors-bord à Oiapoque ou à Vila Brasil, sur la rive brésilienne du fleuve Oyapock. Ainsi, la diversité des situations engendre la diversité des langues employées par un même individu. C'est dans cette optique que des enquêtes fouillées ont été menées dans des contextes variés (au marché, à l'hôpital, en famille)².

Une attention toute particulière, et ce depuis de nombreuses années, a été portée aux enfants, élèves des écoles de la République. Les dispositifs d'enseignement des langues en contexte plurilingue ou diglossique ont été analysés. Chacun ayant fini par prendre conscience qu'il s'agit là de problématiques clés en Guyane – où le poids de la jeunesse est hypertrophié, mais où les résultats scolaires, malgré les coûts engagés, demeurent scandaleusement bas – les études sur l'évaluation pédagogique, psycholinguistique et sociolinguistique de l'enseignement monolingue en français ne sont plus considérées comme hérétiques. C'est ainsi que des Intervenants en langue maternelle (ILM) sont désormais autorisés à agir au sein de l'école³. Après de longues années de tergiversation, le dispositif, qui vient d'être validé par le rectorat, a pour but non seulement de socialiser le petit enfant lors du délicat passage de la langue de la maison à la langue de l'école, mais encore de valoriser sa langue maternelle, jusqu'à présent minorée et occultée, lui permettant par exemple de l'écrire.

Terminons par quelques initiatives récentes. La municipalité de Saint-Georges veut ouvrir, dans le bâtiment restauré de la plus ancienne école du bourg, une maison de la Mémoire oyapockoise. Celle d'Awala-Yalimapo a en projet un centre d'art et de culture kali'na. Les Wayana du haut Maroni ont demandé l'inscription au Patrimoine immatériel de l'Unesco de leur rituel de passage de l'enfant au monde des adultes, avec tous ses chants. Enfin, il n'est pas une communauté qui ne réclame l'aide des chercheurs pour obtenir sa bibliothèque et son centre de documentation où stocker et offrir à sa jeunesse l'immensité du savoir des anciens.

Sans doute sont-ce là des réactions saines et normales, lorsque le multilinguisme et le multiculturalisme sont vus sous l'angle d'un danger de dilution, de dispersion, de naufrage. Il faudra alors éviter le piège toujours proche des dérivés communautaristes, qui peuvent obérer toute forme de dialogue... ■